



Marathon TRANS-EUROPA

Association régie par la loi 1901

Siège social : 1, rue des écoles – Fontenet – 17400 SAINT-JEAN D'ANGELY

Bureaux : 52, Boulevard Champlain - 17200 - ROYAN

Tél. 05 46 08 30 26 ou **06 74 84 59 54**

E-mél : mte.france@wanadoo.fr

Réf. GD/MTE - Ministère des Affaires sociales / JLB 1

Monsieur Jean-Louis BORLOO

Ministre des Affaires sociales et de l'Emploi

127, rue de Grenelle

75007 PARIS

Objet : La Société civile en renfort de l'Etat pour agir pour l'emploi ... de quoi se mêle-t-elle ?

A l'égale attention de Messieurs **Dominique de VILLEPIN**, Ministre de l'Intérieur,

Bernard PREVOST,

Ludovic GUILLAUME,

Franck LE GUEN,

Philippe DOMAS,

Préfet de la Région Poitou-Charentes,

Directeur de Cabinet et premier bras droit de Monsieur Prévost,

Directeur du SGAR Poitou-Charentes et second bras droit de Monsieur Prévost,

Commandant de police judiciaire qui suit le dossier pour les RG de la Vienne.

« On se demande souvent comment les hommes parviendront à s'entendre,
S'ils refusent de s'écouter ».

Poitiers, ce samedi 5 février 2005

9^{ème} journée nationale de prévention du suicide

Monsieur le Ministre,
Cher Monsieur Borloo,

Il y a quelques jours, le vendredi 28 janvier au matin sur France Inter, nous venons une nouvelle fois de vous écouter asséner quelques vérités iconoclastes exprimant en quelques phrases lapidaires le drame du chômage qui structure inexorablement notre pays en jetant, dans l'impuissance collective, quelques millions de nos compatriotes dans les fosses communes des borborygmes sociaux, dans la désespérance, **la psychiatrie et les suicides économiques** ... « hallucinant » est bien le terme que vous avez employé et qui convient.

Votre insolence, vos impertinences ou vos provocations réitérées et coutumières envers les idées reçues et l'ordre établi (voire votre propre gouvernement) ... envers les manipulations lassantes de chiffres et d'opinions ... envers les promesses politiques, lénifiantes et devenues inaudibles ... envers la sclérose intellectuelle d'une partie de l'élite institutionnelle encore aveuglée par la Pensée dite-unique, la sophistication de son organisation ou de ses privilèges tenaces, décalée ou résignée par rapport aux problématiques complexes et à **la réelle tragédie économique** mal vécue par un nombre grandissant de nos concitoyens ... et que nous dénonçons nous-mêmes également depuis tant d'années, **nous va droit au cœur et à l'esprit**. Malheureusement pour l'efficacité de l'écoute et les compromis à trouver, nous ne sommes pas ministres.

Porteurs persévérants d'initiatives citoyennes et de solutions alternatives en adéquation des enjeux et des mutations, nous souhaitons, en tant qu'acteurs associatifs expérimentés de la Société civile, travailler à vos côtés, ceux de plusieurs administrations de votre Gouvernement et d'autres institutionnels ou présumés : **mission toujours impossible ?**

Au terme d'un très long parcours à risques, riche en acquis de toutes sortes, issu des considérations locales, régionales, nationales et européennes (et revenant reprendre ses marques en juste place et juste cause au niveau de notre région pour se développer), **nous vous prions de bien vouloir trouver ci-joint les quelques éléments du projet de « Marathon pour l'emploi et ses déclinaisons dimensionnées et raisonnées, atypiques, éthiques, politiques, entrepreneuriales, pluridisciplinaires et innovantes »** (qui ont considérablement évolué au fil des milliers de contacts nécessités ces 8 dernières années).

Nous le proposons à l'Etat pour affronter les réalités partagées de la France dite –du bas, de ses catacombes et de « son enfer ».

Pour expliciter et justifier la présente demande de soutien sans nous perdre dans un fastidieux nouveau courrier, vous prendrez utilement connaissance des diverses sollicitations adressées à différents décideurs (régionaux, nationaux et européens), à commencer par les derniers, en Région, ceux à **Messieurs Bernard Prévost, Ludovic Guillaume, Franck Le Guen, Gérard Desbordes et Philippe Domas**. A priori, ils voudraient enfin concrétiser un aboutissement heureux à notre proposition de collaboration partenaire avec l'Etat et les Collectivités territoriales, en relais ... puisque aussi bien, entre-temps et après bien d'autres, nous avons favorablement rencontré les principaux décideurs intéressés à l'accompagnement et au développement de la première version régionale du projet (les Directeurs régionaux du Travail, de l'emploi et de la Formation Professionnelle ... de la Jeunesse et des Sports ... des Affaires Sanitaires et sociales ... le Délégué militaire départemental, etc...).

NB1. En portant à votre attention ces autres courriers de motivations dont chacun d'eux aurait pu vous avoir été récemment et nommément adressés (cf. la liste ci-dessous), nous avons en mémoire la réponse d'encouragement lucide et très appréciée que vous nous aviez fait parvenir en 1996, à l'époque où vous vous débattiez dans vos propres responsabilités municipales valenciennoises, aux prises avec vos 22 ou 27 % de taux de chômage.

Bien joué depuis, mais reconnaissez aujourd'hui que chacune des 33 000 communes de l'hexagone ne peut rêver d'une miraculeuse usine Toyota lui sortant d'un chapeau !

NB2. Naturellement, parmi d'autres propositions citoyennes qui abondent, enlisées dans votre ministère, le projet avait été transmis à votre prédécesseur, Monsieur François Fillon (cf. courrier du 31 mars 2003), qui via Madame Brigitte Frénais-Chamaillard, sa chef de cabinet (cf. courrier du 11 avril 2003) l'avait recommandé à l'attention de Monsieur Yves Jean, Chef de la Mission Promotion de l'emploi à votre Direction Générale (cf. courriers des 22, 29 avril et 5 septembre 2003). Il s'y trouve toujours.

Puis, les 75 000 € sollicités pour financer la cellule d'instruction, favorablement perçus par ce dernier et, en interne, par un certain comité Marignan, se sont heurtés à des gels budgétaires, etc... rien que de très banal, lorsqu'on sait comment un financement peut être promis à plusieurs destinataires à la fois.

NB3. Naturellement encore, malgré maintes assurances des divers intéressés avant et après les dernières élections régionales (dont **Madame Ségolène Royale** elle-même), malgré divers autres appuis et une longue instruction, ce Marathon s'est aussi heurté in fine au même argument : « pas d'argent » ... la faute à Jean-Pierre Raffarin et à la loi de décentralisation non accompagnée des transferts de financement ... la faute à Nicolas Sarkozy qui affamaient la Région en supprimant des budgets ... la faute à Jean-Louis Borloo qui n'a pas accordé à la Région, l'argent promis à Madame Elisabeth Morin avant les élections, etc ...

Trop + trop ayant abouti à revendiquer (dans la dignité qu'il sied à un projet aussi bien ficelé et validé par tant d'interlocuteurs), le bien fondé d'une réelle « dynamique emploi » sous les fenêtres mêmes de la Présidente de l'Hôtel de Région ... action ayant abouti à une promesse de 35 000 € en contre-partie de l'avis favorable du CESR et de l'engagement de Monsieur le Préfet de Région sur un co-financement de la cellule d'instruction par votre Plan de cohésion sociale à mettre en place (cf. courriers à Jean Grellier et Daniel Barillot du 4 septembre 2004).

Vu aussitôt avec Monsieur Guy Séguéla, Directeur régional du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, la possibilité d'un financement dans les postes « création d'entreprises et économie solidaire » du volet emploi ... mais il convenait d'attendre que le Plan fût voté par le Parlement.

Ne pourriez-vous pas, vous-même, de votre haute autorité, nous offrir ce petit coup de pouce ?

Alors, comment fait-on ? ... Ce Nième Plan de cohésion sociale prétend résoudre une partie du désastre économique et du gâchis d'énergie en cours ... un plan cohérent et salubre (nous le pensons vraiment) qui s'engage à nouveau à mobiliser les compétences de ceux qui, fragilisés ou non, n'ont pas encore baissé les bras, ni perdu le sens des responsabilités ou le devoir d'innovation, de mémoire ou d'héritage.

NB4. Mais la politique politicienne et sa sempiternelle perversité veille et complotte ... les hyènes et les tueurs en liberté, proposant de rien d'autre à la place, rôdent déjà pour le faire échouer comme, avant lui, les Plans Guigou, Aubry, Giraud et tous ceux qui l'ont précédé.

Alors, n'avez-vous pas besoin de l'aide que les principaux intéressés insistent tant et plus à vous apporter : les chômeurs, les précaires et les « justes » impliqués sur ce terrain de la barbarie physique et morale qui dévaste tout ? ... (les chiffres transmis parlent d'eux-mêmes).

Comme exprimé maintes fois, l'échec est collectif (compris par les actifs privés d'emploi et les perdants précarisés, eux-mêmes).

Par insatisfaction d'un chômage récurrent et destructurant, par augmentation continue de la misère et des inégalités, et par exaspération devant l'explosion des budgets psychiatriques et l'absence de réformes, l'Etat, la République et la démocratie ne deviennent-ils pas exposés à une explosion sociale aux effets pouvant devenir incontrôlables ?

C'est pourquoi cette aventure fédératrice et réconciliatrice de **Marathon pour l'emploi** (régionale pour commencer), toujours sans équivalence dans sa finalité de re-création d'activité (via d'autres pistes et d'autres modèles), s'oblige à faire participer l'ensemble des acteurs que vous appelez vous-même à concrétiser (dans la version emploi), le Plan de cohésion sociale que, toujours vous-même, vous proposez ... mais il est convenu que le CESR la valide d'urgence.

Nous vous remercions, concomitamment avec Monsieur le Préfet de la Région Poitou-Charentes et ses proches collaborateurs, de bien vouloir soutenir cette action « accoucheuse, accompagnatrice et potentiellement financeuse d'autres projets » (un téléthon pour l'emploi ?) et, en même temps, réajustée sur votre propre Plan de CS, pour le fortifier par réciprocité.

Nous vous sollicitons une audience pour vous en expliquer les modalités et la stratégie au service de l'Etat et des précaires, pour lisser des formules de coopération et, notamment pour, en priorité, relier par le mouvement le réseau des Maisons de l'emploi qui vont être créées.

Dans l'attente, à votre écoute et comptant sur vous,

Recevez, Monsieur le Ministre, cher Monsieur Borloo, nos respectueuses salutations et l'expression de notre solidarité.

Le Président du MTE
Gabriel DELICOURT

1. Pièces jointes : le dossier MTE et un digest de quelques courriers significatifs :

A l'Europe : Mesdames **Anna Diamantopoulou**, Sayeeda Rahman, Brigitte Sauzay ... Messieurs **Raymond-Pierre Bodin**, Albert Bore, Pat Cox, Jacques Chirac, Willem Frederick Duisenberg, **Valéry Giscard d'Estaing**, **Romano Prodi**, Gerhard Schröder, Bruno Wirtz

Au national : Mesdames Christine Boutin, Brigitte Frenay-Chamaillard, **Dominique Versini** ... Messieurs Yves Calvez, Jacques Chirac, **François Fillon**, **Yves Jean**, Lionel Jospin, **Jean-Pierre Raffarin**, Nicolas Sarkozy,

Au régional : Madame **Ségolène Royale** ... Messieurs **Daniel Barillot**, **Gérard Desbordes**, Philippe Domas, Jean-François Fontaine, **Jean Grellier**, Ludovic Guillaume, Franck Le Guen, **Jeymo Parry**, **Bernard Prévost**, **Claude Roulleau**, Guy Séguéla,

2. Autres pièces jointes : En retour, la liste d'un Comité de soutien et un florilège de quelques courriers d'appréciations :

Mesdames **Christine Boutin**, **Odile Quintin**, **Brigitte Sauzay** ... Messieurs **René Bonnet**, **Albert Bore**, **Pat Cox**, **Bertrand Delanoë**, **Xavier Emmanuelli**, **Jean-Paul Huchon**, **Jeymo Parry**, **Christian Prouzat**, **Christian Sautter** ...